

Les Possibles — No. 21 Été 2019

Européennes : l'incertitude

mardi 1er octobre 2019, par Roger Martelli

La gauche est toujours dans ses basses eaux, le Rassemblement national est bien portant et le pouvoir colmate les brèches, non sans mal. À gauche, les Verts ont pris la main provisoirement et les acteurs de l'ex-Front de gauche sont à la peine...

La présidentielle de 2017 avait installé l'image d'un paysage politique éclaté, quatre candidats se partageant 85 % des suffrages exprimés, aucun ne dépassant la barre des 25 %. Les européennes de 2019 ont confirmé la domination des deux leaders d'avril 2017, mais elles ont renvoyé très loin derrière les partisans de leurs deux challengers de droite (Fillon) et de gauche (Mélenchon). La situation politique est ainsi plus incertaine que jamais.

Européennes 2014		Présidentielle 2017		Législatives 2017		Européennes 2019	
Abstentions	57,6	Abstentions	22,2	Abstentions	51,3	Abstentions	49,3
Front de gauche	6,6	Mélenchon	19,6	PCF (1)	2,7	PCF	2,5
				FI	11,0	FI	6,3
PS et radicaux	14,0		6,4	PS et radicaux	7,9	Géné-PS-PP	9,5
EE-LV	9,0	Hamon		EColo	4,3	EE-LV	13,4
		Macron	24,0	REM-Modem	32,3	LREM	22,3
UMP	20,8	Fillon	20,0	LR	15,8	LR	8,5
FN	24,9	Le Pen	21,3	FN	13,2	RN	23,4
Gauche	34,0	Gauche	27,7	Gauche	28,3	Gauche	32,3

(1) Le PCF se réclame de 3,17% des suffrages

1. L'extrême-droite, vent en poupe

En fin de parcours, porté par la vague « populiste » européenne, le Rassemblement national a pris l'ascendant sur le parti du Président. Si l'on ajoute à son score celui des autres listes de la même famille, l'extrême droite française frôle désormais les 30 %, chiffre le plus élevé de son histoire.

Le RN a surfé sur le discrédit de l'équipe au pouvoir. Atisant la fragilité que les Gilets jaunes ont spectaculairement accentuée, il a joué sur le ressentiment des classes populaires. Parmi ceux qui votent, un quart des employés, 40 % des ouvriers, un tiers de ceux dont la formation est inférieure au bac, près d'un tiers des revenus les plus bas auraient choisi de voter pour la liste patronnée par Marine Le Pen.

SOCIOLOGIE DES ÉLECTORATS : PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ (Ipsos)								
	PCF	FI	Génération-s	PS-PP	EE-LV	REM	LR	RN
CADRE	2	6	5	7	20	28	6	13
PROFESSION INTERMÉDIAIRE	4	10	4	7	21	19	4	19
EMPLOYÉ	1	11	3	3	13	15	8	27
OUVRIER	1	7	3	8	12	12	3	40
RETRAITÉ	4	4	2	8	6	30	11	22

SOCIOLOGIE DES ÉLECTORATS : VOTE AU 1ER TOUR PRÉSIDENTIELLE 2017 (Ipsos)								
	PCF	FI	Génération-s	PS-PP	EE-LV	REM	LR	RN
J-L Mélenchon	11	36	6	8	19	3	0	4
B. Hamon	3	4	23	30	24	7	0	2
E. Macron	1	1	2	11	14	57	3	4
F. Fillon	0	1	0	0	4	27	34	18
N. Dupont-Aignan	0	1	0	1	9	9	5	23
M. Le Pen	0	0	0	0	5	3	2	78
SOCIOLOGIE DES ÉLECTORATS : SYMPATHIE PARTISANE (Ipsos)								
	PCF	FI	Génération-s	PS-PP	EE-LV	REM	LR	RN
PCF	63	2	5	2	7	3	6	0
FI	5	67	3	5	3	0	0	3
PS	2	4	11	44	15	15	0	4
EELV	0	2	3	1	78	4	0	3
ST GAUCHE	7	19	7	18	29	7	1	3
LREM	0	0	1	0	7	88	1	2
MODEM	1	0	1	4	12	45	3	4
ST DROITE	0	2	0	0	3	16	38	17
LR	0	2	0	0	2	16	52	18
RN	0	0	1	0	2	1	0	91
AUCUN PARTI	1	3	7	4	8	11	4	26

Sans doute, la propension à l'abstention continue-t-elle de toucher davantage les classes dites subalternes et notamment les employés. Mais, cette fois, les écarts de participation électorale entre les cadres et les ouvriers a été réduit. Le RN a donc bénéficié de la mobilisation civique relativement plus large des catégories populaires.

En mai 2017, Marine Le Pen était en tête au second tour dans un peu plus de 9 000 communes ; en mai 2019, le Rassemblement national occupe la première place dans 25 000 d'entre elles. À l'exception de Marseille et de Nice, il peine à s'imposer dans les métropoles et son influence décroît au fur et à mesure que la taille des communes augmente. Mais, de façon globale, il a conforté la nationalisation du vote en sa faveur : il est au-dessus de 30 % dans 18 départements métropolitains (et dans 40 % des communes), entre 20 et 30 % dans 58 départements. Il n'est au-dessous de 10 % qu'à Paris et dans les Hauts-de-Seine, au-

dessous de 15 % dans 7 500 communes à peine.

	Qui est en tête dans les communes ?				
	EE-LV	FI	PCF	REM	RN
	1 421	180	69	8 816	25 193
Plus de 50% des suffrages	43	0	2	26	650
Entre 30 et 50%	247	27	15	1 797	13 617
Entre 15 et 30%	7 300	785	175	24 702	18 489
Entre 5 et 15%	29 727	20 802	3 050	20 036	7 262
Moins de 5%	3 488	14 164	31 818	502	212

	Les résultats dans les grandes agglomérations				
	Paris	Marseille	Lyon	Toulouse	Nice
ABST	42,1	56,2	42,7	47,6	52,2
PCF	3,2	3,4	2,1	2,7	2,2
FI	5,3	8,2	5,9	8,8	4,7
Géné-PS-PP	12,5	8,2	11,3	14	6,6
Total ECO	22,8	16,9	24,5	24,4	16,3
Total gauche	41,3	34	40,7	47,4	25,6
REM	32,9	20,6	28,8	24,6	21,8
LR	10,2	8,3	10,3	7,4	11,7
Total EXD	9,7	30,7	13,1	14,4	33,2
	Nantes	Montpellier	Strasbourg	Bordeaux	Lille
ABST	46,6	53,7	50,1	48,1	54,2
PCF	2	2,6	1,5	2,1	2,7
FI	6,1	9,9	6,9	6,2	10,3
Géné-PS-PP	14,2	12,7	11,7	12,7	13,3
Total ECO	27,8	23,6	24,6	25	25,8
Total gauche	47,3	45	41,3	43	48,8
REM	26,3	22,8	27,8	29,5	22
LR	8,6	6,3	7,3	9	5
Total EXD	11,1	18,8	16,1	12,2	16,9

	Les résultats par taille de commune				
	Plus de 100 000	Entre 50 et 100 000	Entre 30 et 50 000	Entre 20 et 30 000	Entre 10 et 20 000
ABST	51,4	52,8	52,5	50,5	49,8

PCF	2,7	3	3	2,7	2,7
FI	7	7	6,8	6,3	6
Géné-S	11,6	10,4	10,3	9,9	9,5
Total ECO	20,7	18,7	18,4	18,5	17,4
Gauche	38,9	35,5	35	33,7	32,2
REM	25,2	24,6	23,3	24	23
LR	8,4	8,7	8,2	8,3	8,2
Total EXD	19,5	22,5	25,1	25,6	28,6
	Entre 5 et 10 000	Entre 2 500 et 5 000	Entre 1 000 et 2 500	Entre 500 et 1 000	Moins de 500
ABST	48,2	46,9	45,4	43,8	41,5
PCF	2,5	2,3	2,2	2,2	2,3
FI	5,9	5,8	5,9	6,1	6,2
Géné-S	9,3	8,9	8,7	8,4	8,1
Total ECO	17,3	16,7	16,3	15,7	14,9
Gauche	31,6	30,4	29,9	29,2	28,5
REM	22,2	21,7	20,8	19,3	18,4
LR	7,9	8,2	8,4	8,6	9,7
Total EXD	30,2	31,7	32,9	34,8	35,5

Le vote en faveur de l'extrême droite est en passe de devenir un vote stable, comme l'était le vote communiste dans les trois premières décennies de l'après 1945. Il est celui qui mobilise le plus largement ses électeurs d'avril 2017 et ceux qui se déclarent proches de lui. Attraction des couches populaires et fidélité de son électorat : rien d'étonnant si l'extrême droite a profité conjoncturellement d'une mobilisation des Gilets jaunes qu'elle ne contrôlait pourtant pas. Selon Ipsos, la moitié de ceux qui se « sentent très proches » des Gilets jaunes et plus de 40 % de ceux qui se disent « plutôt proches » se sont portés sur un vote en faveur de l'extrême droite.

Sans doute, ce vote n'implique-t-il pas nécessairement une adhésion aux propos et *a fortiori* aux valeurs du RN. Mais il ne faut pas sous-estimer l'aspect structurant d'un vote, surtout quand il se rattache à un courant ou à une formation capable de donner à la colère l'aliment d'un discours structuré, d'un véritable récit chargé de sens. Beaucoup des ouvriers qui votent pour le Rassemblement national le font parce que ce parti surfe sur leur ressentiment en leur offrant des solutions d'apparent bon sens, fondées sur l'exclusion d'une part du peuple (les

immigrés), et parce que la gauche les a abandonnés au fil des décennies, après avoir incarné tous leurs espoirs.

2. Rééquilibrage à gauche

Après 2017, la donne s'annonçait favorable à une gauche de gauche requinquée. Or le scrutin européen n'a pas confirmé la donne présidentielle et législative d'il y a deux ans. Le total de la France insoumise et du PCF n'est plus l'axe de la gauche ; il est surpassé par le total du PC-PP et de Génération-s.

Les écologistes ont retrouvé, dans la toute dernière ligne droite, la dynamique qui porta la candidature Cohn-Bendit en 2009 : l'ensemble des mouvances écologistes dépasse largement les 15 %. Les Verts ont été portés à la fois par l'ampleur de la crise climatique, par la vivacité des mobilisations autour des enjeux écologiques, par la force des critiques anticonsuméristes, par la visibilité européenne de l'écologie politique et... par l'absence d'entraînement produit par les autres listes de gauche. A priori, le fait que l'écologie soit devenue un passage obligé de la politique aurait pu desservir, en le banalisant, l'engagement propre d'un parti écologiste « spécialisé ». Manifestement, face à un monde politique discrédité, la spécificité « verte » a été préférée.

Les autres composantes de la gauche n'étaient pas en état de les concurrencer. Le PS, laminé en 2017, reste au-dessous de son score plus que médiocre de juin 2017. Il le dépasse toutefois si l'on additionne les voix de PS-PP et de Génération-s. Et, face à la menace d'une disparition du socialisme français de l'enceinte parlementaire européenne, le maintien *a minima* apparaît comme une demi-victoire pour lui. La situation est plus délicate en revanche pour le PCF. Son récent congrès, en décembre 2018, a estimé que les communistes avaient trop souffert de leur absence aux consultations électorales les plus décisives. En décidant d'aller jusqu'au bout de la présentation d'une liste autonome, dirigeants et militants entendaient montrer que la visibilité électorale du parti et son potentiel militant pouvaient se relancer.

Malgré une campagne unanimement saluée de sa tête de liste, l'adjoint à la maire de Paris Ian Brossat, la déception a été au rendez-vous. Le PC, qui se réclamait de 3,4 % en juin 1971, parvient tout juste à 2,5 % des suffrages exprimés, devancé d'un cheveu par la liste de J.-Ch. Lagarde et talonné par... le Parti animaliste. Il ne dépasse les 5 % qu'en Seine-Saint-Denis (5,6 %) et n'est au-dessus de 3 % que dans 24 départements. Il est en recul sur juin 2017 dans 45 départements métropolitains, et notamment dans ses zones de force d'autrefois. Il perd plus du quart de son potentiel de 2017 dans 18 départements, dont la Seine-Maritime, le Puy-de-Dôme, le Cher, la Haute-Vienne, l'Allier, le Nord et le Val-de-Marne. Les pertes les plus fortes (près de 7 % en moins) s'enregistrent dans les communes dont le maire est classé communiste ou apparenté : à quelques encablures du printemps 2020, le communisme municipal est fragilisé.

Les militants communistes font l'expérience, une fois de plus, que la volonté ne suffit pas à asseoir une force dans un espace politique national. Encore faut-il que le choix en sa faveur soit perçu comme utile. Difficile d'y parvenir, surtout pour une force anciennement installée – bientôt cent ans d'existence –, une fois qu'elle est parvenue aux lisières incertaines de la marginalisation électorale, autrefois réservée aux « gauchistes » copieusement vilipendés.

3. L'échec de la France insoumise

L'élection européenne a rejoué la grande scène présidentielle du second tour. Elle n'a pas pour autant confirmé la distribution des rôles du premier. Le parti de Jean-Luc Mélenchon et le regroupement officiel des partisans de Fillon ont mordu la poussière.

Le score de Mélenchon, en avril 2017, n'était pas celui de la nouvelle organisation qu'il avait mise en place quelques mois plus tôt. Il était tout simplement un vote de gauche, le mieux à même, pour le « peuple de gauche », d'énoncer clairement le désir de mettre un terme à quelques décennies de dérive libérale. Les législatives de juin, tout naturellement, avaient déjà remis les pendules à l'heure en ramenant la France insoumise à un 11 % plus modeste. Elles avaient simplement permis de régler dans les urnes la polémique qui avait peu à peu séparé les deux partenaires principaux du Front de gauche : la FI a terrassé un PC réduit à 2,7 %.

Ce score législatif marquait la barre à atteindre ou à franchir. Le résultat à deux chiffres était l'eldorado : il n'a pas été atteint. Avec ses 6,3 %, la FI approche certes à elle seule le résultat du Front de gauche aux précédentes européennes (6,6 %) et obtient de justesse une cinquième place. Mais elle recule partout sur juin 2017, sauf dans le Cantal, et elle récupère à peine un peu plus de la moitié de son résultat de l'époque sur le plan national. Elle perd plus de 5 % dans 43 départements, où son influence de 2017 était au-dessus de la moyenne nationale.

Le profil de son électorat suggère que la FI n'a pas véritablement de point fort. Elle attire un peu plus que la moyenne les 18-24 ans (9 %) et les 35-49 ans (10 %), les professions intermédiaires (10 %) et les employés (11 %), les revenus les plus faibles (12 % des moins de 1200 euros). Mais, de façon globale, les plus jeunes sont attirés par les Verts, les employés, les ouvriers et les chômeurs par le RN. La FI recueille les suffrages de 20 % de ceux qui se sentent « très proches » des Gilets jaunes, mais bien loin derrière l'extrême droite.

Elle n'a pas mobilisé ses soutiens antérieurs. Les votants Mélenchon de 2017 et les proches de la FI ont été les plus abstentionnistes. Alors que 57 % des électeurs Macron d'avril 2017 ont choisi la REM et que 78 % des électeurs Le Pen ont donné leur voix au RN, les électeurs Mélenchon n'ont été que 36 % à voter en faveur de la liste de Manon Aubry. Plus significatif encore est le vote des « proches » : 78 % de ceux des Verts, 88 %

de ceux de la REM et surtout 91 % de ceux du RN ont voté pour le parti qui les attire le plus. Ce n'a été le cas que pour 67 % des proches de la FI, ce qui a été corroboré par toutes les enquêtes depuis le début de l'année.

Au total, la FI perd des voix du côté de la gauche (30 à 34 % des électeurs de Mélenchon venus voter l'ont fait pour un des autres partis de gauche en lice), elle voit un dixième de ses électeurs de 2017 choisir le RN comme vote utile « anti-Macron » et ne gagne rien ni à gauche ni à droite. Le RN fidélise son électorat et grignote celui de la droite (à la marge pour la gauche). La REM conserve un peu plus de l'électorat Macron de 2017 et grignote une part de celui de la droite. Le PC reste encaîmé ; la FI perd et ne regagne pas.

Le RN a mobilisé le peuple de droite ; le PCF et la FI n'ont pas mobilisé le peuple de gauche. De ce fait, l'équilibre interne à la gauche s'est à nouveau déplacé, et pas en faveur de ceux qui, depuis bientôt deux décennies, ont incarné la gauche la plus à gauche. Celle-ci avait retrouvé une certaine hégémonie à gauche. Elle l'a perdue pour l'instant.

PROFIL DES ABSTENTIONNISTES : VOTE AU 1ER TOUR PRÉSIDENTIELLE 2017 (Ipsos)

	Votants	Abstentionnistes	% total
J-L. Mélenchon	45	55	100
B Hamon	62	38	100
E Macron	60	40	100
F Fillon	56	44	100
N Dupont-Aignan	52	48	100
M Le Pen	57	43	100

PROFIL DES ABSTENTIONNISTES : SELON LA SYMPATHIE PARTISANE (Ipsos)

	Votants	Abstentionnistes	% total
PCF	62	38	100
FI	47	53	100
PS	56	44	100
EELV	54	46	100
ST GAUCHE	53	47	100
LREM	64	36	100
MODEM	55	45	100
ST DROITE	54	46	100
UDI	62	38	100

LR	52	48	100
DLF	54	46	100
RN	58	42	100
AUCUN PARTI	36	64	100

4. Une stratégie décalée

Dès le soir du premier tour de la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon s'est installé dans la conviction que le « dédagisme » poussait à abandonner l'ancrage dans le vieux clivage de la droite et de la gauche, pour se fixer l'objectif de rassembler le « peuple » et non la « gauche ». Il assortissait ce choix de l'affirmation selon laquelle, dans un moment « destituant », l'essentiel est d'attiser la colère contre la « caste », incarnée par la personnalité de Macron.

La stratégie « populiste » avait donc un double objectif : attirer ceux qui rejettent Macron pour prolonger en majorité effective le bon score de la présidentielle ; détourner du vote d'extrême droite les catégories populaires en colère. Les Gilets jaunes ont amplifié ce choix, qu'un homme comme François Ruffin a porté à son apogée, en cultivant ouvertement la « haine » à l'égard du « représentant » des patrons et des riches. Quand s'approche la perspective de l'élection européenne, le noyau dirigeant de la FI décide d'en faire un terrain d'application de la logique retenue : l'élection doit devenir un « référendum anti-Macron ».

Loin de l'élargissement majoritaire, la volonté de clivage avec la « gôche » - horrible terme venu tout droit de l'extrême droite des années trente -, la dénonciation de la « soupe aux logos » et le jeu du « bruit et de la fureur » ont écarté une part de la gauche, sans gagner d'autres forces pour compenser cet éloignement. À la limite, l'obsession du clivage - manifeste sur l'affaire de l'appel pour l'accueil des migrants en novembre 2018 - a plutôt redonné de l'espace à une gauche jugée moins virulente, en particulier aux écologistes et au tandem PS-PP.

Au soir du 26 avril, trois constats peuvent être faits : loin d'une amplification de la dynamique du printemps 2017, la FI enregistre un recul sévère, qui fait de l'objectif majoritaire un vœu pieux ; le tropisme qui attire une partie des couches populaires vers l'extrême droite continue d'agir ; le référendum anti-Macron a profité au Rassemblement national. Du vote européen, il serait donc préférable de tirer la conclusion qu'il y a désormais trois impasses qui menacent la gauche et avivent la désaffection à son égard : les sirènes du libéralisme, l'invocation d'une union de la gauche à l'ancienne et le parti pris populiste.

La gauche radicale au Parlement européen			
Année	Étiquette	% exprimés	Sièges
1979	COM	10,73	44

La gauche radicale au Parlement européen			
1984	COM	9,45	41
1989	GUE	5,41	28
1994	GUE	4,94	38
1999	GUE	6,71	42
2004	GUE	5,6	41
2009	GUE	4,76	35
2014	GUE	6,92	52
2019	GUE	5,46	41

Le paysage général de la gauche radicale européenne renforce le constat. Die Linke s'est affaibli en Allemagne, le Parti socialiste des Pays-Bas s'est effondré après avoir atteint les 17 % en 2005, le PC de Bohême-Moravie a connu le même sort en République tchèque. En Grèce, la place de Syriza a été érodée par les difficultés du gouvernement Tsipras. En Espagne, la poussée du nouveau venu de la vie politique locale, Podemos, est perturbée par la division d'un mouvement qui hésite entre la lecture « populiste » et l'attention persistante au clivage droite-gauche. En France, le total du PC et de la FI (8,5 %) est nettement au-dessous du total atteint en 2017.

À l'exception du Parti du Travail belge, du *Bloco* portugais, des indépendants irlandais et de l'inamovible AKEL chypriote, les résultats des européennes de 2019 ont été décevants pour l'ensemble des formations de la Gauche unitaire européenne. De 2014 à 2019, elles sont passées de 6,9 % à 5,5 % et de 52 à 41 sièges dans la nouvelle assemblée, soit un retour au niveau modeste de 2004. Plus grave encore, le groupe parlementaire de la GUE a perdu la cohérence consensuelle qui ordonnait son fonctionnement. Dans ce qui est devenu le plus petit groupe parlementaire, les dissensions sont désormais ouvertes sur le front stratégique. Entre les communistes « maintenus », les « populistes » plus ou moins revendiqués, les rouges-verts scandinaves et le pôle dit « proeuropéen » de Die Linke et de Syriza, l'entente est aujourd'hui plus précaire que jamais.

Même quand ses résultats sont appréciables, quelle que soit son orientation affirmée, la gauche radicale n'a pas résolu le problème central des démocraties occidentales : l'écart de plus en plus grand entre les catégories populaires et les institutions démocratiques. L'encadrement des organisations de cette gauche appartient aux couches intermédiaires, souvent fragilisées par le chômage et la précarité, mais de qualification plutôt élevée. En cela, cette gauche n'est pas parvenue à la composition populaire qui fut celle de la social-démocratie au XIX^e siècle ou du communisme au XX^e siècle.

5. Reconstruire à gauche

La gauche est toujours dans ses basses eaux (moins d'un tiers des suffrages exprimés) et elle est dispersée. Pendant plus de trois décennies, entre la Libération et la fin des années 1970, le PC en a été la force la plus influente et la plus dynamique. Après 1978, le PS de François Mitterrand a pris la relève et le PC s'est enfoncé dans son long déclin, tandis que le PS s'est enlisé dans un « social-libéralisme » de plus en plus affirmé. En avril 2017, le résultat présidentiel de J.-L. Mélenchon a bousculé enfin la donne : il a rassemblé un peu plus de 70 % du total des voix de gauche. Les législatives de juin ont rectifié le mouvement, mais sans inverser la tendance : la FI à elle seule a concentré près de 40 % des voix de gauche et le total PCF-FI a frôlé les 50 %.

Le 26 avril 2019, la FI compte pour moins de 20 % du total de la gauche et l'ensemble communistes-Insoumis dépasse tout juste le quart. La frange de la gauche la plus à gauche, celle qui fut en longue durée la plus critique à l'égard des gestions socialistes, n'est plus en position d'hégémonie. Quant à la fin présumée du clivage de la droite et de la gauche, il a comme prévu fait pencher la balance du côté de la droite.

Le résultat est paradoxal. Jusqu'alors, les poussées des mouvements populaires ont plutôt accompagné le mouvement de la gauche vers l'avant. En novembre-décembre 1995, l'impulsion du « mouvement social », alors même que la droite chiraquienne triomphait, a amorcé la dynamique portant la « gauche plurielle » au pouvoir après les législatives de 1997. Cette année, l'un des mouvements populaires les plus originaux des dernières décennies s'accompagne d'une victoire de l'extrême droite française et d'un fiasco de la gauche.

Le pouvoir en place est ébranlé, mais pas terrassé, comptant sur les divisions de ses adversaires plus que sur les vertus de sa force de conviction. L'extrême droite donne tranquillement le ton, impose ses thèmes comme autant de demandes populaires que nul ne peut ignorer. La crise de la gauche a affaibli les clivages fondateurs qui opposaient la droite et la gauche sur les grandes valeurs « d'égaliberté ». Sur le devant de la scène des idées, l'extrême droite et le social-libéralisme ont imposé une autre ligne de partage entre l'ouverture-compétitivité et la clôture-protection, entre *insiders* et *outsiders*, entre le haut et le bas. C'est ce déplacement qui est au cœur de la crise politique. Elle est plus épaisse que jamais.

La gauche est éclatée, à l'image d'un peuple lui-même divisé, éparpillé territorialement en un archipel que seul le « récit » d'exclusion de l'extrême droite est pour l'instant capable de réunir politiquement. Dans les années 1980, le socialisme pensa qu'il pouvait durablement gouverner en composant avec le néolibéralisme dominant. Il ne faudrait pas que la gauche – et *a fortiori* sa part la plus à gauche – s' imagine qu'elle pourra en faire autant avec l'air du temps imposé par l'extrême droite. La fixation identitaire et l'obsession sécuritaire sont des pièges que nulle ruse ne peut permettre d'éviter, fût-ce au nom du peuple et de sa « souveraineté ».

Au grand récit qui tourne le dos à l'émancipation, il convient donc d'en opposer un autre, dans l'esprit de ce qui fit la force de la gauche historique et qui porta le mouvement ouvrier : la passion de l'égalité, de la citoyenneté et de la solidarité. Reconstruire une gauche bien à gauche suppose de renoncer aux demi-mots, aux compromis boiteux et aux consensus étouffants : il faut certes donc de la « radicalité » bien comprise, à distance des cultures de l'accommodement. Mais la gauche politique et sociale est aussi menacée par la guerre des courants, les clivages que l'on cultive à l'excès et que l'on voudrait trop souvent transformer en frontières entre « les » gauches, les libertaires et les républicains, les centralisateurs et les fédéralistes, les mondialistes et les souverainistes, les individualistes et les collectivistes, les « sociaux » et les « sociétaux ». Autant de tensions qui reflètent les contradictions du réel, qu'il est déraisonnable de vouloir effacer, mais qu'il convient de maîtriser collectivement, pour ne pas faire de la spécificité de chacun une différence et la source d'inépuisables déchirements.

Ce n'est pas tant d'une carence de programme que souffre la gauche d'émancipation – elle n'en manque pas – mais d'une faiblesse de projet. Inventer les formes viables de la mise en commun, repenser toutes les facettes de l'espace public, ne plus confondre la liberté et la concurrence marchande, le public et l'administratif sont des enjeux majeurs. Imaginer la forme moderne de l'association d'individus libres, autonomes et solidaires est une autre tâche, tout aussi difficile. La vie contemporaine nous en assigne une autre. Le mouvement ouvrier

européen avait trouvé, dans différents pays et différents moments, des manières d'articuler les champs séparés du social, du politique et du culturel. De vastes galaxies ouvrières s'y attelèrent, sous forme travailliste, sociale-démocrate ou communiste. Mais ces galaxies se sont défaites, parce qu'elles étaient trop rigides et parce que le temps de l'histoire ouvrière s'est révolutionné, en bien ou en mal.

Le résultat est que l'on est passé de la subordination à la séparation, de l'obéissance à la méfiance. Or là s'est trouvée la grande faiblesse des dernières décennies, dont l'actualité récente vient de montrer les dangers : économique, social, politique, culturel, intellectuel même ne marchent plus du même pas. La régulation globale des sociétés reste dès lors l'apanage des forces dominantes, celles de l'argent et/ou de la puissance. L'aliénation des individus suit son petit bonhomme de chemin. Ré-articuler sans subordonner quiconque à qui que ce soit : rude et nécessaire objectif.

La dynamique d'agrégation du printemps 2017 a laissé la place à un mécanisme de désagrégation, qui a éloigné une bonne part de la gauche de ce qui pouvait être une espérance. Ce mot d'espérance est finalement le bon. Pour regagner une dynamique populaire positive, il vaut mieux éviter les mots qui, en cautionnant la haine, provoquent du ressentiment populaire, davantage que de la colère. En se laissant aller à cette pente, on écarte ceux que l'on dit vouloir rassembler. Et, au bout du compte, on laisse le champ libre aux forces de la fermeture et de l'amertume. À ce jeu, la gauche et le mouvement populaire n'ont jamais gagné.